

Compte rendu du déjeuner du CETF

Avec Chiara Mazzone,

Les membres du CETF ont échangé en juin avec Chiara Mazzone, Responsable des enjeux Blockchain à la Commission européenne : traçabilité, gouvernance, souveraineté européenne, cybersécurité, environnement, usages de la blockchain, pédagogie, logistique ... notre déjeuner a permis un tour d'horizon 360° des enjeux et des actions engagées par la Commission.

Naissance d'une unité blockchain à la Commission ...

L'Unité Blockchain de la Commission a été créée au sein de la DG Connect comme une petite cellule exploratoire. Soutenue par le Parlement européen qui dans une résolution a demandé à la Commission d'engager des études et analyses sur le potentiel de la Blockchain, l'unité s'est étoffée. Elle travaille désormais en coordination avec toutes les autres DG impactées par cette nouvelle technologie (santé, justice, douanes...).

La Commission européenne n'a pas de compétence en matière de blockchain. Elle pense son rôle davantage comme celui de forum pour impulser des initiatives et partager des réflexions pour passer de la découverte d'une technologie émergente à une meilleure compréhension des enjeux.

La Blockchain est conçue comme une technologie multiforme pour permettre un partage de données plus ou moins sûr, par désintermédiation, avec une approche décentralisée ou non. Elle est perçue comme un facteur d'amélioration des process.

... et premières initiatives

La Commission a lancé un grand nombre d'initiatives en matière de blockchain :

1. l'observatoire et le forum européen de la Blockchain

Lieu de partage académique sur les enjeux et perspectives de la Blockchain, où de nombreux experts échangent sur les impacts et le futur de la technologie en Europe. A l'heure actuelle plus de 2000 personnes sont actives au sein de la plateforme, ce qui lui a permis de rendre des premiers avis sur les liens entre le RGDP et la Blockchain ou encore la Blockchain et les services publics. Progressivement, l'observatoire est devenu une référence européenne en la matière. Dans les prochains mois, celui-ci devrait travailler sur les questions de santé ou encore de services financiers.

Plus de 12 ateliers sont organisés pour croiser les visions. Le 1^{er} congrès mondial de la Blockchain est organisé en Espagne en novembre pour engager une réflexion internationale.

2- la gouvernance de la Blockchain européenne

Véritable enjeu de souveraineté, pour que la Blockchain européenne soit gouvernée par l'UE, des professionnels doivent être formés à la technologie. Pour anticiper les besoins, la Commission a donc mis sur pieds des programmes de formation mais aussi une association européenne : l'INATBA qui sera chargée de :

- Promouvoir l'interopérabilité des solutions Blockchains,
- Assurer la transparence de la gouvernance,
- Développer par secteurs les spécificités de la Blockchain,
- Échanger avec les régulateurs et législateurs européens sur l'encadrement adéquat

L'association devra également plancher sur des sujets tels que les token, la compatibilité de la Blockchain publique et privée ou encore les enjeux de formation professionnelle (investissement dans les compétences)

3- le financement de la recherche fondamentale et le soutien aux projets

La Commission soutient les divers types d'algorithmes utilisables et les projets pouvant faire changer d'échelle le développement de la Blockchain sur le continent. En octobre la Commission va lancer un fond d'investissement dédié et totalement indépendant. De plus, le Conseil européen de l'innovation et le programme Digital Europe devraient aussi soutenir des projets de ce type.

L'objectif de la Commission n'est plus seulement de définir les contours du hardware de cette technologie mais plutôt de cadrer précisément ses divers usages. La Commission estime en effet que la recherche fondamentale devra être soutenue par des organisations privées telles que des fondations.

Néanmoins, au sein de l'observatoire européen un Policy Groupe travaille sur la question de l'architecture de la Blockchain européenne.

Si les travaux ont bien avancé en 2018-2019, les prochains mois de travail seront consacrés au renouvellement de l'Observatoire et à la diffusion de ses travaux dans les divers secteurs d'activité. La Commission veut créer un trait d'Union entre ses travaux et le tissu industriel européen pour faire de l'UE le continent leader de la Blockchain.

La Commission cherche à créer les conditions de développement de l'écosystème autour de la blockchain et a besoin dans cette perspective d'interactions avec les acteurs qui développent et utilisent la blockchain.
